

"Le congrès de l'Europe" dans Revue générale belge (Mai 1948)

Légende: En mai 1948, Louis Camu, administrateur de la Banque de Bruxelles et vice-président de la Ligue européenne de coopération économique (LECE), rend compte dans la Revue générale belge des idées échangées par les uns et par les autres lors du congrès européen de La Haye et exprime l'espoir de voir les résolutions de La Haye se transformer en réalités concrètes.

Source: Revue générale belge. dir. de publ. Pierre Goemaere ; Réd. Chef Louis de Lichtervelde. Mai 1948, n° 31. Bruxelles.

Copyright: (c) Revue Générale Belge

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_congres_de_l_europe"_dans_revue_generale_belge_mai_1948-fr-86a6b5ca-11fc-4155-b393-b921700a79f0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le congrès de l'Europe

par Louis Camu

Les bannières qui flottaient à La Haye durant ce mois de mai lumineux étaient inattendues : un grand E hardiment rouge sur fond blanc. Les rencontres au Binnenhof ou à Scheveningen étaient inaccoutumées : Espagnols rouges et Roumains blancs, jeunes syndicalistes et libéraux chevronnés, rhéteurs et hommes d'État, rêveurs et économistes. Les plus brillants comptes rendus des réunions de Genève et de Lake Success n'ont pu citer autant de noms fameux, porteurs de sagesse et de foi, que ceux de l'assemblée qu'abritait la Ridderzaal. Le congrès de l'Europe se tenait à La Haye.

Les sceptiques auront souri. De congrès en conférences, d'assemblées en commissions, l'Europe, depuis trente ans, s'abîme, s'appauvrit et défaille. Quand de nombreux médecins entourent un malade, c'est qu'il est condamné. Et pourtant il régnait un extraordinaire climat de vivacité et de vigueur à La Haye; il s'y dépensait beaucoup d'intelligence et de bonne volonté, et il s'en dégagait une forte impression d'unité et de communauté. L'Europe ne serait-elle pas morte ?

M. Churchill, dans son discours d'ouverture, a rappelé le « grand dessein » de Sully, de réunir en un comité permanent 15 nations chrétiennes de l'Europe. M. Coudenhove-Kalergi a évoqué les appels de Briand à la fédération européenne. On aurait pu aussi bien citer l'abbé de St-Pierre et Jean-Jacques Rousseau, Bentham et Cobden. Les idées généreuses ont toujours reçu, dans le passé, l'aval des paladins.

Cette fois, l'idée européenne n'est pas seulement épaulée par des maîtres en sciences politiques et morales ou des ministres éloquents. M. Churchill est son premier parrain : il a créé l'United Europe Movement.

« Quand le pouvoir nazi fut brisé, je me suis demandé quel conseil je pouvais donner aux citoyens de cette île et à ceux du continent ravagé. Il n'y avait pas de difficulté à répondre : mon conseil à l'Europe se résumait en un mot: union ». Ce conseil a retenti une première fois dans un discours prononcé à Zurich en 1946; dans un autre à Londres en 1947; il fut répété à La Haye :

« Les habitants de tous ces milliers d'humbles foyers d'Europe, et j'ajoute une bonne partie de ses intellectuels et les représentants de sa culture, doivent-ils trembler à chaque coup frappé à la porte, et vivre dans la terreur du policier ? Telle est la question à laquelle nous avons peut-être le pouvoir de répondre, ici-même. Après tout, l'Europe n'a qu'à se lever et à se dresser dans toute sa majesté et sa fidélité et son courage pour affronter toutes les formes de la tyrannie, qu'elles soient anciennes ou modernes, nazies ou communistes, avec ses forces invincibles, forces qui, si elles réussissent à s'imposer à temps, ne seront peut-être plus jamais provoquées ».

M. Churchill était beau quand il lançait ces phrases, paré de toute l'œuvre accomplie, porteur de « la splendeur du vrai ». « Je suis fier de ce congrès », disait-il. L'homme d'État dont la puissante volonté était, en 1940, la seule sauvegarde de l'Europe, la tient encore à bout de bras. Son congrès ne s'est pas réuni sans peine.

Les travaillistes ont d'abord refusé d'y assister. Ce refus leur était conseillé, on se demande pourquoi, par leurs amis belges. Mais M. Churchill a tenu bon. Il déclarait, il y a deux mois : « N'y aurait-il que des chiens à La Haye, j'irai ». Il y est venu, avec de nombreux travaillistes, de nombreux socialistes français, hollandais, italiens et même quelques socialistes belges. Le vieux lutteur n'a nullement essayé de leur imposer ses voies.

« Personne ne prétendra fonder une Europe unie sur une base politique ou sectaire », a-t-il dit. C'est pourquoi il n'a paru qu'à l'ouverture et à la clôture des travaux, massif et serein.

M. van Zeeland était un autre animateur de cette assemblée. Il a créé en 1946 une « Ligue indépendante de coopération européenne ». En 1945 il disait : « Nous devons réorganiser de fond en comble notre économie, nos finances, notre vie sociale. Ni les prix ni les cours ne sont fixés, ils sont encore dans une période

d'incertitude, de flottement. Ce que nous allons faire dans les six, douze ou dix-huit mois qui viennent, ou bien va préparer les voies à un regroupement économique de l'Occident, ou va le rendre pratiquement impossible. Pourquoi ne pas nous mettre dès à présent tous ensemble autour de la table, dresser ensemble un plan de redressement économique qui évite les gaspillages et les absurdités d'avant la guerre ? »

Ses vastes préoccupations sociales sont dominées par les exigences économiques, il a dépensé sans défaillance des trésors d'intelligence et de patience pour plier les intérêts divergents qui morcellent l'économie de l'Europe à une communauté de buts et de moyens. Joubert aurait dit de lui, après l'avoir entendu à La Haye : « Il est des esprits dont on peut dire : il y fait clair ».

L'Union fédéraliste européenne apportait à ce congrès de la jeunesse, de l'enthousiasme et de la chaleur. Le Dr Brugmans a été vigoureux et offensif dès la première séance. « Nous ne croyons pas au mythe prétotalitaire de l'unanimité. Mais deux certitudes nous sont communes. La première, que dès aujourd'hui et dans l'avenir toujours davantage, ceux-là dirigeront la politique de l'Europe qui l'auront sauvée de sa déchéance nationaliste et qui, aux questions nouvelles qui se posent, auront su répondre avec le plus de réalisme. La seconde, que nous acceptons tous, les uns et les autres, les bouleversements qu'entraînera inévitablement la fédération de l'Europe, car nous savons que dans cette perspective nouvelle, tous les problèmes vont se poser sous un jour nouveau et que les vieilles formules ne s'appliqueront plus aux réalités de demain. L'Europe, c'est la civilisation des non-conformistes ».

Il y avait aussi le « Conseil français de l'Europe unie » auquel adhèrent les meilleurs esprits de l'Université française et aussi quelques anciens présidents du Conseil. L'un d'entre eux s'essouffait à courir d'autant plus vite au secours de l'Europe qu'il avait plus contribué à son effondrement.

Il y avait les « Nouvelles Équipes internationales ». Enfin « l'Union parlementaire européenne », présidée par M. Bohy. Ce dernier se rend compte du rôle capital que les Parlements auront à jouer dans la constitution d'une Europe qui veut se renouveler par son unité tout en conservant l'usage traditionnel de ses libertés; ses collègues, pour la plupart jeunes, hardis et influents, pourraient être les bâtisseurs de ce monde nouveau.

Ces six groupements avaient, depuis des mois, préparé en commun les travaux du congrès. Un comité de coordination, que préside M. Duncan Sandys, avait mûri des rapports et pétri des résolutions. Le talent d'organisateur et de négociateur de ce brillant jeune homme a permis bien des rapprochements et sa discrétion en a laissé, pour leur bonheur, le bénéfique aux autres. Denis de Rougemont s'est distingué dans ces travaux préparatoires avec Lord Layton, le professeur Courtin, M. Daniel Serruys, M. McKay. L'association de ces seuls noms est déjà un programme : elle préfigure assez bien l'esprit qui devait naître des débats de La Haye.

Plusieurs centaines d'interventions et plusieurs dizaines d'amendements n'ont guère modifié les tendances des résolutions que ces hommes avaient élaborées.

Ce socle sur lequel reposent les espoirs de bâtir une Union européenne est-il solide ? Il est difficile d'en juger. Les hommes réunis à La Haye ne disposaient d'aucun pouvoir exécutif et ne représentaient qu'eux-mêmes et leur bonne volonté. Jusqu'à quel point leurs idées communes pourraient-elles bousculer les gouvernements, et leur volonté commune créer des faits ?

Ils étaient sincères pourtant quand ils estimaient que les récentes démarches des pouvoirs publics, pacte occidental ou commission des 16, ne sont que des acheminements trop lents vers leur but. Mais vont-ils pouvoir accélérer l'action politique ?

Ils étaient objectifs quand ils affirmaient que les masses populaires sont déçues par l'après-guerre et veulent une paix véritable qui garantisse à la fois la justice sociale et la liberté; mais pourront-ils exploiter cette désillusion ? Vont-ils rentrer au pays et, chacun avec ses moyens, inlassablement persuader l'opinion de la valeur de leurs idées et créer l'adhésion des esprits qui peut contraindre l'action législative ? Ou leur unanimité ne résistera-t-elle pas aux tiraillements des tendances politiques et idéologiques ?

A ces questions désabusées, on peut opposer quatre constatations :

Des hommes très différents de formation, de style et d'origine sont profondément attachés à une civilisation et à une culture communes. Pour les uns, il s'agit de civilisation chrétienne, pour d'autres de civilisation occidentale, pour tous du respect de la personne et de la liberté. Tous se souviennent que l'Europe divisée était, hier encore, une insuffisante sauvegarde contre les camps de concentration et les bombardements aériens, et peut l'être de nouveau demain. Leur volonté de se défendre paraît ferme.

Ces hommes ont ressenti l'absurdité de systèmes économiques qui, par des entraves et des protections, ne parviennent qu'à morceler la misère, barricader les détresses et stériliser le progrès technique. Ce ne sont pas tous des libéraux qui croient à la vertu naturelle du laissez-faire et du laissez-passer, mais ils ont tous le sens d'une solidarité du travail et de l'esprit d'initiative. Ils veulent leur donner l'occasion de s'épanouir.

Ces jeunes fédéralistes, ces vieux économistes, ces anciens Premiers ministres ont reconnu que la richesse spirituelle et la prospérité matérielle de l'Europe ne peuvent se défendre que par une union politique réalisée grâce à une assemblée représentative et souveraine.

Enfin leurs idées ont été admises à l'unanimité par un libre mouvement d'adhésion intellectuelle et sentimentale, après de libres discussions qui furent parfois très vives. Elles l'ont été sans qu'interviennent ni la pression d'une forte personnalité, ni l'entraînement de discours éloquentes, ni l'envoûtement des propagandes.

Pour autant que les idées conduisent les hommes et les foules, le congrès de l'Europe peut être le point de départ d'une heureuse aventure. Elle réussirait dans la mesure où existent encore, dans cette Europe qu'elle veut unir, le goût de l'entreprise et celui du risque. Les ennemis de l'unité européenne ne sont pas ces « blocs » dont on a évoqué, à La Haye, le poids ou le danger. Le mobile de cette course à l'unité n'est pas la peur. Les ennemis sont intérieurs : ce sont les intérêts arc-boutés sur les divergences culturelles, idéologiques, économiques, linguistiques; c'est le goût de la sécurité assurée dans un cadre étroit. L'Europe a vécu depuis bientôt un demi-siècle sous la terreur de la guerre et de la révolution. Les Européens ont eu le réflexe très naturel de racheter par la recherche de la sécurité individuelle l'anxiété collective. Les industriels ont limité leur esprit d'entreprise : mieux vaut être maître d'un marché national restreint que de participer à une expansion internationale incertaine. Les ouvriers n'ont songé qu'à la stabilité de l'emploi et leurs syndicats n'ont envisagé qu'un devoir : assurer un minimum de vie sur place. Les Églises elles-mêmes se sont repliées sur leurs traditions. Les intellectuels ont craint les larges confrontations d'idées. Les universités ont scellé leurs laboratoires. Les partis politiques, déçus par les internationales, ont consolidé des possessions acquises et des réalisations locales. Toujours et partout : « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Cette attitude enlève à tous, même aux philosophes, l'espoir. Nous vivons craintivement dans l'exploitation de nos petits avantages temporels et matériels, heureux d'éviter les petites catastrophes, incapables de prévoir et d'empêcher les grandes.

L'Union européenne provoquerait, à l'inverse, beaucoup de petites souffrances individuelles mais assurerait sans aucun doute, avec une élévation générale du niveau de vie, un épanouissement intellectuel et éviterait une calamité irrémédiable : la perte d'une civilisation.

Le congrès de La Haye apporte plus que des vœux, il fait appel à un esprit de sacrifice, à un sens de la grandeur, à une communion dans l'espoir.

On n'exprime pas facilement en résolutions ayant un caractère juridique ou technique d'aussi vastes perspectives. Aussi les textes composés et votés à La Haye reflètent-ils insuffisamment l'esprit des délibérations. Les « considérant que », « attendu que », « prend acte », « déclare et affirme »... sont des formules inévitables sans doute mais qui coupent les ailes aux idées.

Entre le rapport culturel et les résolutions de la commission qui s'en est occupée, par exemple, il y a toute la distance qui sépare un essai de morale d'un règlement. Denis de Rougemont avait rédigé un véritable

discours sur la civilisation, magistral, vibrant et émouvant par endroits. Qu'on en juge par ces extraits :

« La création, la transmission et l'élaboration de la culture n'ont jamais été, en Europe, l'apanage d'une doctrine unique, d'une nation ou d'une caste choisie. Elles résultent au contraire d'un dialogue permanent (bien souvent dramatique, parfois tragique) entre un grand nombre de réalités et de tendances antagonistes, qui toutes ont contribué à faire l'Europe et à modeler l'idée européenne de l'homme: antiquité et christianisme, Église et État, catholicisme et protestantisme, attachements régionaux et sens de l'universel, mémoire et invention, respect de la tradition et passion du progrès, science et sagesse, germanisme et latinité, individualisme et collectivisme, droits et devoirs, liberté et justice... Dans ce débat auquel chacun de nous participe plus ou moins consciemment, réside le secret du dynamisme occidental et de l'inquiétude créatrice qui pousse l'Européen à remettre en question, de siècle en siècle, ses rapports avec Dieu, avec le monde, avec l'État et la communauté ».

Cela devient dans les résolutions : Le congrès de l'Europe propose la création d'un centre européen de la culture, constitué en toute indépendance des contrôles gouvernementaux et qui aura pour mission de donner une voix à la conscience européenne. Ou encore : Le congrès estime que la fédération européenne implique l'existence d'une Cour suprême à laquelle puissent en appeler les personnes et les collectivités, destinée à assurer la mise en œuvre de la déclaration des droits.

Telles sont les exigences de l'organisation. Les esprits loyaux et généreux de sir David Maxwell Fyfe, Douglas Woodruff et Étienne Gilson ont défendu ces institutions avec ferveur.

Les conclusions de la commission économique ont été plus laborieuses à établir. Le rapport préparatoire avait été soigneusement rédigé. Inspiré par M. van Zeeland, Lord Layton et M. Serruys, il posait tous les problèmes que soulève l'application, à l'économie européenne, d'un libéralisme raisonnable, mais parfois révolutionnaire par rapport aux circonstances existantes. Il faisait la part au dirigisme nécessaire et à la liberté d'entreprise indispensable. On songe, en le relisant, à la réponse d'Aristote : « J'ai tout appris des choses, qui ne savent pas mentir ». Les faits économiques ne mentent pas non plus, et les leaders de la commission économique à La Haye ont su s'en souvenir.

C'est pourquoi ils proposent d'emblée : d'abolir les obstacles au commerce qui résultent de restrictions quantitatives; d'établir des clearings multilatéraux pour préparer la convertibilité intégrale des monnaies; d'arrêter des programmes d'équipement communs pour les industries-clefs et pour la répartition des ressources charbonnières et de l'énergie électrique; de prendre des mesures concertées pour le contrôle et le développement de la Ruhr; de rétablir la liberté de déplacement de la main-d'œuvre; d'abolir les tarifs douaniers; de rendre la libre circulation aux capitaux; d'assainir la politique budgétaire et de crédit, et de créer un conseil composé des ministres responsables des États associés pour garantir la continuité de ces actions.

La discussion ne fit qu'appuyer, souligner et préciser l'opportunité de toutes ces démarches. Aucun accrochage idéologique entre socialistes libéraux ou étatistes. Seul M. Rueff étonna son auditoire par un plaidoyer en faveur du retour à la frappe libre de l'or. Mais quant aux moyens de réaliser ce programme, une sévère controverse surgit. Un groupe de jeunes syndicalistes, socialistes et chrétiens, français et belges, assez mollement appuyés par des collègues britanniques, proposèrent de se fier, à tous les échelons de l'économie, au système de la cogestion ; ils demandaient une représentation des travailleurs ou de leurs organisations dans tous les organismes directeurs de l'économie européenne. Cette motion un peu radicale fut sagement atténuée par M. van Zeeland mais les « die-hard liberals » anglais ne voulurent rien entendre : pour eux, l'intervention des syndicats comme tels équivalait à la négation de la démocratie. Des partisans convaincus de la liberté publique et privée se sont expliqués leur mutuelle incompréhension; cela dura une nuit entière, et il fallut finalement l'intervention de M. Churchill pour faire admettre le texte travailliste par ses compatriotes. Par un curieux paradoxe, cette personnalité si souvent qualifiée de réactionnaire n'a employé qu'une fois son autorité au cours du congrès et ce fut en faveur d'une motion et d'un principe cher aux socialistes continentaux.

La commission politique enfin a connu des réunions houleuses et son président, M. Ramadier, mérite un prix

de vertu; très encombré par des vedettes vigoureuses ou fripées, il courait le risque de voir sa section devenir une plate-forme pour élections européennes. Le président dut freiner ceux qui voulaient une réunion immédiate d'un Parlement européen souverain, élu au suffrage direct, et activer d'autres qui souhaitaient enliser l'Europe naissante dans les cartons des commissions d'étude et de procédure.

Au total, le programme voté fut raisonnable : une assemblée consultative serait élue par les Parlements et chercherait à préciser et à exprimer l'opinion publique européenne. Elle proposerait la création d'une Cour de justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour faire respecter une charte des droits de l'homme, et elle préparerait les plans, les solutions juridiques et constitutionnelles, posés par la création d'une union ou d'une fédération européenne.

Ces grands débats ont eu lieu il y a quelques semaines. M. Churchill doit être retourné à la publication de ses Mémoires. M. van Zeeland est sans doute reparti en voyage. M. Ramadier est allé consolider la Troisième Force et M. de Madariaga doit avoir repris ses études historiques. Quelques centaines de congressistes se sont plongés à nouveau dans leurs travaux quotidiens.

Par contre, les gouvernements qui ont adhéré au pacte occidental ou à la commission du plan Marshall, les comités exécutifs, les ministres des Affaires économiques, les secrétaires généraux façonnent l'Europe et peuvent lui imprimer son caractère d'unité.

Cette Europe correspondra-t-elle au rêve qui se cristallisa un instant sous les voûtes gothiques du Ridderzaal ? Peut-être. « Dieu se sert de tout, même de nos illusions », écrit Joubert.